



Lundi 2 septembre 2024

Pour une rentrée de lutte des classes

Dans la nuit du 19 au 20 août dernier, au moins 2 043 enfants ont dormi à la rue. Ce décompte opéré par l'Unicef ne tient compte que des appels passés au 115 (l'hébergement d'urgence) restés sans solution. Des centaines, voire des milliers d'autres mineurs dorment aussi dehors cette semaine. Depuis 2020, ce chiffre est en constante augmentation, loin des promesses gouvernementales de faire du sort de la jeunesse une priorité...

L'école dans l'œil du cyclone

Quartier pauvre rime souvent avec école délabrée : pas assez de mobilier, infestation de rongeurs, infiltration de la pluie. À Marseille, certains enseignants doivent faire classe dans les couloirs. Et si l'argent manque rarement pour bunkériser les bâtiments au nom de la sécurité, l'isolation thermique reste en revanche à la traîne dans bon nombre des 51 000 établissements scolaires – le Sénat a bien rendu un rapport en juin 2023, constatant que les fonds disponibles sont largement sous-utilisés et promettant une loi, mais rien n'a bougé.

En cette rentrée, il manque au moins 3 000 profs, qui n'ont pas été recrutés faute de candidats aux concours. Le métier ne fait plus rêver. Les salaires enseignants ont décroché de 25 % par rapport au coût de la vie ces 20 dernières années. Les suppressions de postes ont rendu les mutations pour rapprochement de famille plus longues à décrocher, voire parfois quasi impossibles. Les conditions de travail se sont dégradées.

Alors les rectorats bouchent les trous comme ils peuvent en embauchant des contractuels d'autant moins enclins à rester qu'ils sont encore plus mal payés que les titulaires. Au final, ce sont nos enfants qui en pâtissent. Car dans les milieux bourgeois, ça fait longtemps que la progéniture ne fréquente plus l'école publique, mais cette petite frange de l'école privée qui n'attire que les rejetons de riches.

Ils jouent les prolongations...

Pourtant, à en croire la ministre de l'Éducation nationale Belloubet, tout marcherait à merveille. Elle a assuré à la presse que les « réformes » engagées iront au bout. Les groupes de niveau en français et en maths en 6^e et 5^e sont unanimement décriés, parce qu'ils vont accentuer un tri social déjà fort dans le système éducatif français ? On les rebaptise « groupes de besoins » et le tour serait

joué ?

Pas plus que Belloubet, le reste du gouvernement n'a l'air pressé de rendre son tablier. Ils ont pourtant été largement mis en minorité dans les élections du début de l'été. Et dans les classes populaires, ce n'est plus du rejet mais carrément de la détestation que suscitent les macronistes.

... renvoyons-les au vestiaire

Dans son éditorial du week-end, le journal *Le Monde* s'alarme de voir Macron ne pas nommer de nouveau Premier ministre, au « risque [...] que les Français estiment que voter ne sert à rien et que la protestation se fasse dans la rue ». Bien vu, à un détail près : ce n'est pas un « risque », c'est la solution !

Ce n'est ni de l'Élysée, ni de Matignon que nous obtiendrons, par exemple, l'abrogation de la réforme des retraites qui oblige à partir à 64 ans, encore moins le retour aux 60 ans à taux plein pour tous et toutes. Les « premiers ministrables » penchent plutôt pour la retraite à 66 ans !

Il en va de même pour à peu près tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Le terrain sur lequel nous pouvons les résoudre, c'est celui de la lutte, pas celui de ces institutions faites par et pour les possédants.

Les conducteurs des bus scolaires de plusieurs villes dans les jours qui viennent d'un côté, et de l'autre le 10 septembre dans l'éducation nationale, les profs sont ainsi appelés à la grève. C'est tant mieux que dès le début s'exprime la colère, mais cela ne doit pas être un petit tour et puis s'en va. De leur côté, la CGT et Solidaires appellent l'ensemble du monde du travail à l'action le 1^{er} octobre. Il s'agit de ne pas en rester à des journées isolées, mais d'aller vers une lutte d'ensemble, vers la grève générale. Fédérer les colères pour faire enfin payer les riches, les actionnaires et le grand patronat.

Vivement les vacances !

Deux semaines après la fin des congés, on a l'impression d'être à l'usine depuis 11 mois. Postes surchargés, travail pendant la pause (GJP) et chaleur étouffante... rien n'a changé.

On sent bien que la direction prépare les pires attaques contre nous pour vider l'usine. La seule manière de tenir c'est d'être solidaires contre le patron.

5 jours ça suffit

La direction veut des samedis matin et vendredis en nuit travaillés. Obligatoires et même pas payés à 100 % ! Elle nous a fait chômer pour manque de pièces et va sûrement encore le faire dans les semaines à venir. Maintenant elle veut des H+, c'est absurde. Si des clients s'impatientent alors la direction n'a que revoir ses approvisionnements pour produire correctement en 5 jours et nous lâcher les baskets.

Elle ment comme elle respire

Montage, des professionnels, dont certains ont plus de 56 ans, sont à la chaîne en permanence. La direction leur avait dit pour 3 mois, finalement c'est plus. Parce qu'elle ne commence à compter les 3 mois que lorsque le professionnel tient le poste à 100 %.

Le but est de les écœurer pour les faire craquer et démissionner. Ils n'ont pas dit leur dernier mot.

Des épreuves non homologués (par nous)

Montage, les stagiaires et les collègues de Trnava partent et on se retrouve à galérer sur les chaînes en sous-effectif. On devait tourner à 30 véhicules par heure, en réalité la chaîne tourne plus vite. On n'est pas des athlètes, pas de médaille à la fin, ces surcharges de travail on n'en veut pas.

On n'a pas les mêmes valeurs

Un directeur d'Opel est venu visiter PSA Poissy, d'après lui on serait les meilleurs et se félicite de notre qualité... Mais en demande plus, bien sûr.

Nous on veut un meilleur salaire et des conditions de travail de qualité. Ses flatteries pour nous endormir ne nous intéressent pas.

Une idée balayée

Les dirigeants de GSF, sous-traitant de nettoyage à PSA Poissy, voulaient supprimer le 13^e mois des salariés. Après une mobilisation, ils ont renoncé.

Se prendre de face la combativité et la solidarité des salariés ça aide les patrons à réfléchir.

PSA Sochaux : derrière la vitrine...

À PSA Sochaux, une demi-équipe de nuit va être créée en novembre, la direction fait sa propagande dans la presse en se félicitant de ses commandes de voiture électriques e-3008 et e-5008.

Côté salariés, personne ne s'emballe : la majoration de nuit sera de 15 % et non plus de 18 %, ce sera une demi-équipe de 450 intérimaires surtout, et ça risque de

ne durer que 3 mois... l'avenir des voitures électriques n'étant pas assuré. Et si tu vas en nuit, attention, tu n'es pas sûr de retrouver ton poste en 2x8 dans 3 mois.

Stellantis : le business avant tout

Dimanche soir au JT de France 2, on a pu voir un reportage sur les airbags Takata utilisés par Stellantis qui explosent et projettent à 300 Km/h des pièces métalliques de 2 cm vers le conducteur. Aux États-Unis en 2017, le fournisseur d'airbags Takata a été condamné à payer un milliard de dollar suite à la mort de 27 personnes. En France Stellantis ne s'inquiète de ces airbags que depuis 3 mois en faisant des rappels.

Imposer des prix toujours revus à la baisse aux sous-traitants qui les honorent en économisant sur la sécurité : Stellantis est totalement responsable.

MA France à Aulnay : le bras de fer continue

Les grévistes sont à leurs 139 jours de lutte et de blocage de leur site.

Ils sont environ 200 sur 280 à avoir refusé le chantage de Stellantis qui propose 15 000 € brut d'indemnité aux salariés à condition de ne porter plainte pour faillite frauduleuse ni contre MA France, ni contre Stellantis, principal donneur d'ordre. Pour les reclassements, la direction propose des offres de d'emploi à 400 km pour travailler dans les ressources humaines... Ridicule.

La somme proposée est faible et les conditions inacceptables. Les grévistes revendiquent toujours 70 000 € pour leurs 10, 20 ou 30 ans d'usine.

Ils ne se laisseront pas emboutir

En plein milieu du mois d'août Stellantis a voulu récupérer à MA France les moules d'Emboutissage. Elle a dû y renoncer face à la résistance des ouvriers et leurs soutiens qui ont envoyé promener ses émissaires et huissiers. Stellantis voulait leur régler leur compte avant la rentrée c'est raté.

Depuis des semaines la listes des sous-traitants automobiles menacés de fermeture ou de destructions d'emploi s'allonge et ce n'est que le début. Valeo, Bosch, ZF, Imperiales Wheeles, Walor, Forvia, Continental, Plastic Omnium, Dumarey (ex-Punch Strasbourg) et bien d'autres... Stellantis voulait faire de MA France un exemple ? C'est maintenant un exemple à suivre pour lutter, ne pas rester seul, et peut-être fédérer contre les patrons voyous.

Offres d'emploi douteuses

Selon une étude de la CGT-chômeurs publiée en août, plus de la moitié des offres d'emploi publiées par le service France Travail sont bidon. Soit elles comportent des mentions fausses, soit elles sont déjà pourvues mais pas retirées du site.

Macron disait qu'il suffisait de traverser la rue pour trouver du boulot... apparemment il faut aussi passer quelques heures à faire du fact-checking.